
Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique

L'ENTREPRENEURIAT ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES FEMMES EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Université Mohammed V de Rabat, 2-4 mars 2020

CONDITIONS CADRE ET ACTIVITÉS ENTREPRENEURIALES : UNE ANALYSE PAR LES DONNÉES DE PANEL DYNAMIQUE POUR UN ÉCHANTILLON DE LA RÉGION MENA

Rabiah ROMDHANE

*Maître Assistante en Marketing,
FSEG Mahdia, Université de Monastir, Tunisie*
Rabiah.Romdhan@fsegma.u-monastir.tn

Islem KHEFACHA

*Maître Assistant en Méthodes Quantitatives
FSEG Mahdia, Université de Monastir, Tunisie*
LaREMGiQ, IHEC SOUSSE
Islem.Khefacha@fsegma.u-monastir.tn

RÉSUMÉ – L'importance de l'écosystème entrepreneurial dans le développement de l'entrepreneuriat attire de plus en plus l'attention des chercheurs. Toutefois, peu sont les recherches qui se sont focalisées sur le rôle de l'écosystème entrepreneurial dans le développement de l'activité entrepreneuriale. L'objectif de notre étude est de s'interroger sur l'effet des conditions cadre d'entreprendre sur le taux d'activité entrepreneuriale (TAE). Pour répondre à cette problématique un panel de 10 pays MENA observés entre 2008 et 2018 a été constitué. Les données ont été extraites à partir de la Banque Mondiale et des deux enquêtes APS et NES du projet international de recherche Global Entrepreneurship Monitor (GEM). La modélisation économétrique effectuée grâce à la Méthode des Moments Généralisée (GMM) révèlent que le TAE est en évolution reflétant ainsi, une volonté claire d'entreprendre des individus. Toutefois, trois des neuf conditions cadres ont un effet sur le TAE. En effet, on note que la pression fiscale et la lourdeur bureaucratique affectent négativement le taux d'activité entrepreneuriale. La culture et les normes sociales suscitent et consolident le développement de l'entrepreneuriat. Paradoxalement, pour le dynamisme du marché, les résultats de la recherche ont révélé une relation négative entre cette variable et le TAE.

Mots clés : Conditions Cadre, TAE, GEM, GMM.

Les idées et opinions exprimées dans les textes sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OFE ou celles de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Introduction

L'accélération de la croissance en créant une économie compétitive est un enjeu central de la politique économique de tous les pays. L'atteinte de cet objectif repose sur un processus entrepreneurial complexe. En effet, l'entrepreneuriat est essentiel pour la création des emplois,

la stimulation de la croissance économique et de l'innovation, l'amélioration des conditions sociales et la contribution au développement durable. Elle est en relation étroite avec plusieurs domaines, tels que la technologie et l'innovation, l'éducation et le développement des compétences, ainsi que la finance. L'acte d'entreprendre est lié à son contexte. On ne peut pas faire abstraction de l'environnement dans lequel évoluent des entrepreneurs (Cohen, 2006).

L'instauration d'une véritable culture entrepreneuriale et la démultiplication des effets de l'entrepreneuriat nécessitent donc un soutien environnemental des entrepreneurs et des entreprises. Autrement, une attention particulière aux conditions cadre d'entreprendre ou à l'écosystème entrepreneurial. Ces conditions disponibles pour entreprendre et mettre en œuvre son entreprise varient selon les pays. Par conséquent, chaque entrepreneur doit saisir des opportunités, surmonter des défis et définir des priorités qui lui sont propres (Zaouali et al, 2015).

Bien que les recherches sur l'entrepreneuriat sont assez nombreuses, les travaux se penchant sur l'évaluation des conditions cadres d'entreprendre ou l'écosystème entrepreneurial sont en nombre très limité, pourtant l'enjeu est très intéressant (Spigel, 2017).

C'est dans cette perspective que s'inscrit cette recherche qui se propose d'analyser l'effet des conditions cadre d'entreprendre sur le taux d'activité entrepreneuriale (TAE). L'hypothèse centrale est que l'écosystème entrepreneurial, accroît et peut-être même conditionne le développement du TAE. Afin de tester cette hypothèse et se procurer une photographie de la situation entrepreneuriale des pays et son évolution au cours du temps, nous avons choisi de mener une étude sur un panel de 10 pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) observés entre 2008 et 2018. En effet, cette région est diverse et dotée d'une population jeune et de plus en plus éduquée. En plus, elle est affectée par des transformations politiques, sociales et économiques, surtout après 2011, année marquée par des révolutions et des contestations de masse.

La présente recherche est articulée en cinq sections. Dans la première section, nous nous concentrons sur les différentes facettes de l'écosystème entrepreneurial selon le Consortium de recherche Global Entrepreneurship Monitor (GEM). Dans la seconde section, nous abordons la relation entre les conditions cadre et le TAE. Dans la troisième section, nous exposons la méthodologie de recherche adaptée et enfin nous exposons les principaux résultats et leurs discussions dans une cinquième section. Nous concluons ce papier de recherche par une synthèse de principaux résultats obtenus ainsi que les perspectives envisagées.

1. L'Ecosystème Entrepreneurial : l'une des Clés de Succès non Négligeable de l'Entrepreneuriat

1.1 Focus sur le Concept d'Ecosystème Entrepreneurial

Appartenant initialement à la sphère de la biologie, le concept d'écosystème est devenu prédominant dans le management et a pris naissance dans le monde des affaires dans les années 90. Plusieurs définitions ont été proposées pour l'écosystème entrepreneurial (Isenberg, 2011 ; Spigel, 2017), prouvant ainsi la complexité de ce concept. En effet, l'écosystème entrepreneurial est composé d'un ensemble varié des acteurs en interaction ayant des objectifs et des options stratégiques bigarrées. Il est spécifique à son contexte géographique (Cohen, 2006). D'ailleurs, cette idée paraît aussi clairement dans les travaux de Stam et Spigel (2017) qui ont défini l'écosystème entrepreneurial comme "un ensemble d'acteurs et de facteurs

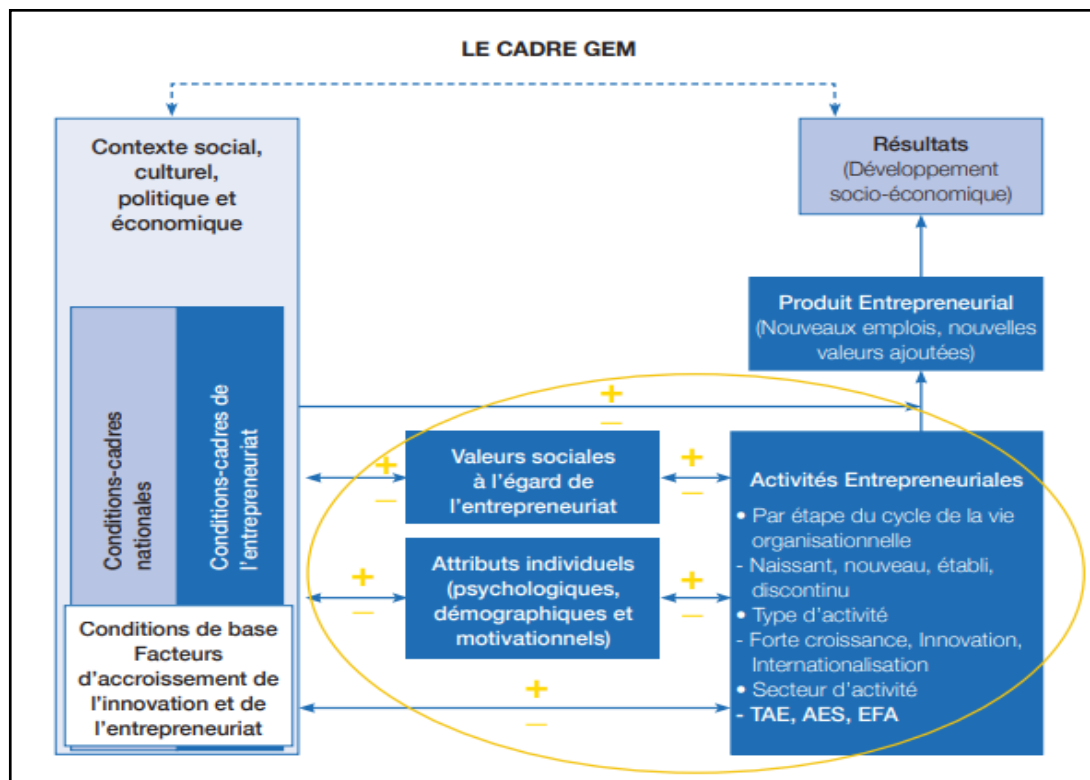
interdépendants et coordonnés d'une telle façon qu'ils permettent l'entrepreneuriat productif sur un territoire particulier"

Plusieurs chercheurs ont montré que le développement entrepreneurial, la croissance des start-up innovantes et l'encouragement des entrepreneurs naissants nécessite un environnement favorable, et dépend étroitement des dimensions en interactions complexes formant l'écosystème entrepreneurial (Isenberg, 2011 ; Spigel, 2017).

1.2 L'Ecosystème Entrepreneurial selon Global Entrepreneurship Monitor (GEM)

Créé en 1999, le GEM est un programme de recherche mondial qui vise d'étudier les relations complexes entre l'entrepreneuriat et la croissance économique à travers un ensemble de mesures standardisées et une méthode commune pour tous les pays membres du consortium.

Le modèle GEM, reste l'un des modèles les plus aboutis de l'écosystème entrepreneurial, puisque son analyse traite de manière significative le volet macro-environnemental et le volet individuel et procure un portrait plus riche et détaillé de l'activité entrepreneuriale. Sa particularité réside également, dans le fait qu'il part de l'hypothèse que la croissance économique nationale est le résultat des capacités personnelles des individus, à identifier et saisir les opportunités en interagissant avec leur environnement. En effet, ce modèle met le doigt d'un côté sur les conditions contextuelles (le social, la culture, l'économie et la politique du pays) et d'un autre côté, sur les conditions cadre et soutient l'idée que ces deux types de conditions affectent les trois principales composantes de l'entrepreneuriat : les attitudes, l'activité et les aspirations et que l'interaction de ces conditions avec le comportement entrepreneurial d'une société a un effet sur la création de nouvelles entreprises et donc sur l'emploi et la croissance économique (figure 1).



Nous nous focalisons dans cette recherche sur les conditions-cadre de l'entrepreneuriat composante importante du modèle GEM et qui sont considérées comme « oxygène nécessaire » pour la création des nouvelles entreprises comme le précise Ongodo et al., (2016).

À travers des enquêtes annuelles, le GEM est parvenu à définir neuf conditions cadre qui sont : Finance entrepreneuriale, Education pour l'entrepreneuriat, Politique gouvernementale, Programmes gouvernementaux de promotion de l'entrepreneuriat, Transfert de technologies et R&D, Ouverture interne des marchés, Infrastructures physiques pour l'entrepreneuriat, Infrastructures commerciales et légales pour l'entrepreneuriat, Culture et normes sociales.

2. Les Conditions Cadres d'Entreprendre et le Taux d'Activité Entrepreneuriale

L'Organisation de coopération et de développement économiques (2011) a défini l'activité entrepreneuriale comme « l'action humaine consistant à entreprendre en vue de générer de la valeur via la création ou le développement d'une activité économique en identifiant et en exploitant de nouveaux produits, procédés ou marchés. ». Elle est un phénomène difficile à mesurer, puisque les statistiques officielles de création d'entreprise ignorent l'activité entrepreneuriale avant la création et ne retracent pas les activités informelles. Toutefois, plusieurs chercheurs (Iversen et Coll, 2005 ; Masuda, 2006 cités dans OCDE 2011) ont relevé différentes façons pour mesurer l'entrepreneuriat. Malheureusement, ces indicateurs ne sont pas tous synchrones.

Pour faire face à cette lacune, le consortium GEM a développé son propre indice qui prend en considération les individus qui sont directement impliqués dans les premières phases de la création d'une entreprise. Il s'agit de l'indice de l'Activité Entrepreneuriale Totale (TEA) déterminé par le taux de la population adulte engagée dans le démarrage d'une entreprise ou de propriétaires dirigeants d'une entreprise de moins de 42 mois d'existence.

Le modèle du GEM postule que les conditions cadre pour entreprendre ont un effet sur le développement de l'activité entrepreneuriale à travers les pays.

2.1 La Finance Entrepreneuriale

Selon Paré et Demerens (2011), la finance entrepreneuriale est « l'ensemble des relations de l'entrepreneur à la finance et à ses acteurs dans le cadre de son projet de création, de gestion et de développement de son entreprise. ». Le financement est un élément important dans le développement et la promotion de l'entrepreneuriat (Oliveira et Fortunato, 2006). C'est le maillon incontournable dans la chaîne de valeur de la création des entreprises. Sans ressources financières, même les projets les plus prometteurs ne peuvent pas voir le jour. D'ailleurs, le rapport GEM Tunisie-2012, a indiqué qu'à cause des problèmes de financement, un quart des entreprises n'ont pas vu le jour ou sont en faillite. Ainsi, nous émettons l'hypothèse suivante :

H1 : Le financement de l'entreprise a un impact positif sur le taux d'activité entrepreneuriale.

2.2 L'Education pour l'Entrepreneuriat

L'éducation pour l'entrepreneuriat concerne le degré de l'intégration de la formation dans la création ou la gestion des PME dans le système d'éducation et de formation à tous les niveaux. En se basant sur plusieurs travaux, Tounès (2003) a précisé que l'entrepreneuriat peut faire l'objet d'un enseignement académique et pratique. L'objectif de l'éducation pour l'entrepreneuriat est de promouvoir l'esprit d'initiative (ou d'entreprendre) et l'esprit

d'entreprise. Elle offre les outils au créateur qui peuvent favoriser la perception des opportunités ainsi que les capacités d'entreprendre correspondant mieux aux besoins du marché du travail. Ainsi, selon Honig, (2004), l'éducation augmente le nombre d'entrepreneurs, en fournissant les compétences essentielles pour créer une entreprise. Selon GEM, l'éducation pour l'entrepreneuriat a deux composantes :

- Formation à l'entrepreneuriat à l'école de base (primaire et secondaire) et
- Formation à l'entrepreneuriat au niveau postsecondaire (enseignement supérieur)

Nous émettons donc les hypothèses suivantes

H2a : L'éducation pour l'entrepreneuriat à l'école de base a un impact positif sur le taux d'activité entrepreneuriale.

H2b : L'éducation pour l'entrepreneuriat au niveau postsecondaire a un impact positif sur le taux d'activité entrepreneuriale.

2.3 La Politique Gouvernementale

Etant donné la contribution de l'entrepreneuriat au développement économique en adoptant des réformes, les gouvernements soutiennent des politiques qui favorisent la création des nouvelles entreprises et motivent les entrepreneurs (Levie et Autio, 2008) en diminuant la pression fiscale des entreprises et en réduisant des taux d'imposition sur les revenus et les bénéfices. D'ailleurs, certains chercheurs ont prouvé l'existence d'un lien entre la politique gouvernementale et le développement de l'activité entrepreneuriale (McMullen et al, 2008). Dans une recherche menée au Cameroun, Ongodo et al., (2016) ont conclu que la politique et le soutien gouvernementale peu favorable aux nouvelles entreprises est mise en correspondance avec le faible taux de l'entrepreneuriat d'opportunité. Toutefois, d'autres études n'ont trouvé aucune preuve entre les politiques et le soutien gouvernemental et l'activité entrepreneuriale. En effet, les résultats d'une étude menée par Hechavarría et Ingram (2018) confirment ces axiomes. Nous émettons donc l'hypothèse suivante :

H3 : Les politiques et le soutien gouvernemental a un impact positif sur le taux d'activité entrepreneuriale.

2.4 Le Transfert de Technologies et R&D

Cette condition cadre fait référence à toutes les possibilités de développer des applications commerciales à partir des efforts de R&D. Pour que ces transferts s'effectuent, cela suppose un ensemble d'innovations technologiques disponibles que les entrepreneurs pourront exploiter si des mécanismes de transfert adéquats existent. La protection de la propriété intellectuelle est un élément important de la bonne marche de ces transferts.

D'ailleurs Audretsch et Lehmann (2005) ont précisé qu'il faut s'attendre que dans les pays où le transfert de connaissances aux entrepreneurs est rapide et bon marché, l'esprit d'entreprise devrait être plus élevé par rapport aux pays dans lesquels ce processus est lent et coûteux. Markman et al (2004) constatent que l'impact des systèmes d'incitation sur les scientifiques était négativement lié à l'activité entrepreneuriale, toutefois, pour le personnel des bureaux de transfert de technologie des universités, il est positivement lié à l'activité entrepreneuriale.

Dans le même sens d'idées, Conti (2018) a montré que les subventions à la R&D ont eu un effet positif significatif sur la survie des start-ups israéliennes, la capacité d'attirer des investissements extérieurs et l'innovation.

Nous pensons que le transfert de technologie et de R&D affectera positivement les taux nationaux d'entrepreneuriat. D'où l'hypothèse suivante :

H4 : Le transfert de technologies et R&D a un impact positif sur le taux d'activité entrepreneuriale

2.5 Ouverture du Marché Intérieur

L'ouverture du marché intérieur mesure la facilité avec laquelle de nouveaux entrants peuvent s'implanter sur le marché, et à faire face à la concurrence.

Selon GEM, cette condition revoie à deux éléments :

- La dynamique du marché : c'est le niveau de changement des marchés d'une année à l'autre, ainsi que des opportunités pour les entreprises nouvelles et en croissance à partir de marchés en développement pour les produits et services.
- L'ouverture des marchés : c'est le degré de liberté des entreprises nouvelles et en croissance pour pénétrer les marchés existants, compte tenu des obstacles à l'entrée liés aux les coûts d'entrée élevés et à la prévention de la concurrence.

La dynamique du marché a un impact sur la croissance macroéconomique (Klepper et Sleeper, 2005). Cette situation est une source importante d'opportunités entrepreneuriales puisque les individus ont la possibilité de répartir les ressources dans des combinaisons plus productives (Casson, 1995).

Nous pensons alors, que dans les pays où la dynamique du marché évolue rapidement, il est possible d'observer un TAE plus élevé. Nous émettons donc l'hypothèse suivante :

H5a : La dynamique du marché a un impact positif sur le taux d'activité entrepreneuriale

H5b : L'ouverture du marché intérieur a un impact positif sur le taux d'activité entrepreneuriale

2.6 Infrastructure Physique pour l'Entrepreneuriat

Cette condition est relative au niveau de développement de l'infrastructure et la facilité d'accès à ses ressources, spécialement pour les nouvelles entreprises.

L'infrastructure physique est une clé maitresse à l'esprit d'entreprendre (Van de Ven, 1993). En effet, elle accélère les ressources d'accès ce qui facilite l'entrepreneuriat (Khefacha et al., 2013). D'ailleurs, Audretsch et al. (2015) ont précisé que l'entrepreneuriat est positivement associé à certains types d'infrastructures comme le haut débit. De leur côté, (Mansouri et Belkacem, 2010) ont prouvé que l'infrastructure physique pour l'entrepreneuriat pourrait ralentir la création d'entreprises dans les régions moins développées et dans les régions internes. Nous émettons donc l'hypothèse suivante :

H6 : L'infrastructure physique a un effet positif sur le taux d'activité entrepreneuriale

2.7 Infrastructures Commerciales et Légales pour l'Entrepreneuriat

Cette condition est en relation avec la présence et le degré d'élaboration de services légaux et commerciaux qui aident à la création et à la croissance des entreprises. Ces infrastructures sont cruciales pour la création de nouvelles entreprises (Levie et Autio, 2008). En effet, un accès simple et facile à ces infrastructures permet aux entrepreneurs de se concentrer sur les compétences de base, ce qui favorise l'efficacité opérationnelle. D'ailleurs, Lee et al. (2011) ont prouvé que des bons systèmes juridiques dotés de lois de mise en faillite ont une incidence positive sur la création des entreprises. Toutefois, Hechavarría et Ingram (2018) n'ont enregistré

aucun effet des infrastructures commerciales et légales sur la prévalence de l'esprit d'entreprendre chez les hommes alors qu'un effet négatif a été détecté pour les femmes entrepreneurs. Tout ce qui précède, nous incite à émettre donc l'hypothèse suivante :

H7 : Les Infrastructures commerciales et légales pour l'entrepreneuriat ont un effet positif sur le taux d'activité entrepreneuriale

2.8 Programmes Gouvernementaux de Promotion de l'Entrepreneuriat

Cette condition renvoie à la manière avec laquelle les programmes gouvernementaux encouragent les entreprises nouvelles et/ou en croissance. Au-delà du cadre légal (taxes), il y a également les actions spécifiques, dont le gouvernement peut utiliser pour influencer l'entrepreneuriat, tant au niveau national que régional.

Les programmes gouvernementaux assurés par exemple par les hommes politiques, les incubateurs, les bureaux de développement local, les chambres de commerce, les associations professionnelles, les syndicats, et les agences publiques et qui fournissent de l'aide, peuvent favoriser la capacité entrepreneuriale (Clarysse et Bruneel, 2007).

D'après Mullins et Forlani (2005), des textes réglementaires qui compliquent et prolongent le processus d'installation des nouvelles entreprises sont l'origine de découragement des entreprises. La taxation et la réglementation du marché du travail, constituent des barrières pour les nouveaux entrepreneurs (Acs et al., 2008). Dans le même sens d'idées, Levie et Autio (2008) affirment qu'étant donné que les impôts constituent un coût financier direct pour les entreprises, ils affectent négativement le taux d'activité entrepreneuriale. Hechavarría et Ingram (2018), ont réfuté l'hypothèse stipulant que l'accroissement de l'entrepreneuriat est négativement associé avec la réglementation du gouvernement et les taxes quel que soit le genre de l'entrepreneur. Nous pensons que le TAE est affecté aussi bien par les programmes d'encouragement gouvernementaux ainsi par la réglementation fiscale et les taxes en vigueur. Ainsi, nous émettons les hypothèses suivantes :

H8a : Les programmes gouvernementaux pour l'entrepreneuriat ont un effet positif sur le taux d'activité entrepreneuriale

H8b : La pression fiscale et la lourdeur bureaucratique affecte négativement le taux d'activité entrepreneuriale

2.9 Culture et Normes Sociales

Cette condition-cadre consiste à percevoir dans quelle mesure les normes sociales et culturelles existantes peuvent favoriser ou défavoriser le dynamisme entrepreneurial voire influencer l'orientation et le mode de développement de l'activité économique et entrepreneuriale.

Plusieurs chercheurs se sont intéressés au rapport culture/entrepreneuriat et ont conclu que la culture est bien reliée à l'activité entrepreneuriale (Roy Thurik et Marcus Dejardin 2012). En effet, Gasse et D'Amours (dans Yvon Gasse 2003) considèrent que la décision de créer une entreprise est influencée par les antécédents de l'entrepreneur (famille, environnement, culture), ses prédispositions (motivations, attitudes, intérêts et aptitudes), et ses comportements.

De leur côté, Pacitto et al (2015) ont étudié l'influence de la culture et des normes sociales sur l'intention de créer une entreprise, et ont aboutie au fait que l'influence de la culture varie en fonction de l'âge des aspirants entrepreneurs. Plus ils sont jeunes, davantage seront influencés. Dans une étude plus récente, Hechavarría et Ingram (2018), ont constaté que la culture et les normes sociales affectent la prévalence de l'esprit d'entreprendre des femmes.

H9 : La culture et les normes sociales ont un effet positif sur le taux d'activité entrepreneuriale

3. Approche Empirique

Pour tester les différentes hypothèses, cette recherche exploite des données issues de la Banque Mondiale et les deux enquêtes APS¹ et NES² du consortium GEM.

3.1 Techniques d'estimation

L'utilisation des données de panel dans le cadre de cette recherche permet d'intégrer aussi bien les variabilités individuelles que temporelles. Cependant, nous pouvons soupçonner une causalité des variables exogènes vers la variable dépendante ce qui conduit à un problème d'endogénéité. Dans ce cadre, c'est la Méthode des Moments Généralisée (GMM) qui a d'abord été mise en place par Arellano et Bond (1991) qui l'ont plus tard améliorée et développée dans une série de documents, tels que ceux d'Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998) semble être adéquate pour corriger ce problème. Selon les défenseurs de cette méthode, elle permet d'apporter des solutions aux problèmes de biais de simultanéité, de causalité inverse et des éventuelles variables omises (Bourbonnais, 2011) grâce à l'utilisation d'une série de variables instrumentales.

Arellano et Bond (1991) ont présenté une première estimation basée sur la différence première des variables et élimine ainsi les effets spécifiques des pays. Bien que cette technique soit largement utilisée, elle est confrontée au problème des *weak instruments*. Pour remédier à ce type de problème, Blundell et Bond (1998) ont proposé la méthode GMM en système qui fournit des estimations relativement plus robustes par rapport aux moments généralisées en différence première. Cette stratégie fonctionnera selon le degré d'autocorrélation des erreurs. Heureusement, nous pouvons formellement tester la plausibilité statistique des hypothèses et donc évalué la qualité économétrique du modèle estimé en exécutant le test de validité des instruments de Sargan et/ou de Hansen, et le test d'absence d'autocorrélation d'ordre deux du terme d'erreur (Sargan, 1958; Hansen, 1982).

3.2 Description des Données

Dans le cadre de cette recherche, nous avons sélectionné un échantillon non cylindré de 10 pays appartenant à la région MENA (Algérie, Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Egypte, Iran, Maroc, Liban, Qatar, Tunisie et Turquie) pour la période 2008-2018.

▪ Variable Dépendante

L'indicateur issu du projet GEM le plus médiatisé dans la littérature scientifique est incontestablement le taux d'activité entrepreneuriale (TAE). En effet, GEM se réfère à un

¹ APS : Adult Population Survey. Il s'agit d'une enquête auprès de la population adulte.

² NES : National Expert Survey : NES. Il s'agit d'une enquête auprès d'un échantillon d'experts.

modèle conceptuel théorique qui suppose que les caractéristiques du contexte d'un pays déterminent les activités entrepreneuriales. Pour prendre en compte l'ensemble de ces facteurs, le modèle propose une typologie de cycle de vie en quatre phases (voir figure 2).

Le TAE permet d'apprécier l'ampleur des activités entrepreneuriales dans un pays. Il s'agit du pourcentage des individus âgés entre 18 et 64 ans impliqués dans le processus entrepreneurial qui sont soit en phase d'entrepreneuriat naissant, soit considérés comme des propriétaires-dirigeants de nouvelles entreprises.

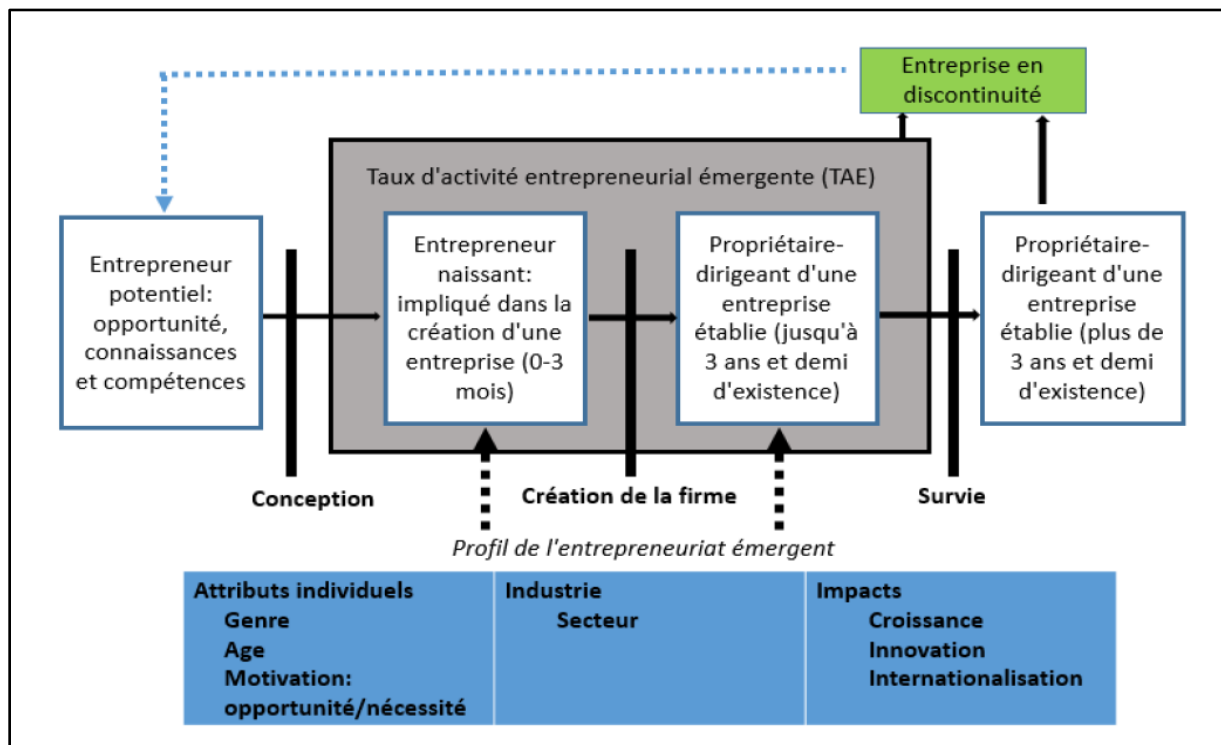


Figure 2 : Le Processus Entrepreneurial du GEM
(Source : Ratsimbazafy, 2017)

▪ Variables Indépendantes

Plusieurs facteurs peuvent impacter, à des degrés divers, le processus de création d'entreprises. Usant des données validées par le consortium GEM, 12 variables caractérisant les conditions cadre sont retenues:

1. Financement pour les entrepreneurs
2. Politiques et soutien du gouvernement
3. Programmes gouvernementaux d'appui à l'entrepreneuriat
4. R&D /Transfert de technologies
5. Impôts et lourdeurs bureaucratiques
6. Formation à l'entrepreneuriat au Primaire et au Secondaire
7. Formation postsecondaire à l'entrepreneuriat
8. Dynamisme du marché intérieur
9. Ouverture des marchés intérieurs
10. Qualité des infrastructures commerciales
11. Qualité des infrastructures physiques
12. Culture et normes sociales en rapport avec l'entrepreneuriat

▪ Variables de contrôle

Nos variables de contrôle capturent les principaux indicateurs économiques d'un pays à savoir le taux de pourcentage annuel de croissance du PIB aux prix du marché basé sur les devises locales constantes et le taux de chômage de la population active.

▪ Variables Instrumentales

La taille de la population d'un pays aura probablement un impact sur le taux d'activité entrepreneuriale. Nous avons donc décidé d'inclure la taille de la population, obtenue auprès de la base des données de la Banque mondiale comme variable instrumentale (Hechavarría et Ingram, 2018). Nous avons aussi utilisé les différentes années d'étude de 2008 à 2018 comme instruments.

3.3 Modélisation économétrique

Les panels dynamiques se caractérisent par la présence d'une ou de plusieurs variables endogènes retardées parmi les variables explicatives. Dans notre étude, il existe une seule variable endogène retardée $TAE_{i,t-1}$. L'objectif est d'évaluer l'historique de l'activité entrepreneuriale d'un pays sur son activité actuelle. La modélisation économétrique prend la forme suivante :

$$TAE_{i,t} = \beta_0 + \beta_1 TAE_{i,t-1} + \beta_2' [X_{i,t}] + \beta_3' [Y_{i,t}] + \beta_4' [Z_{i,t}] + \xi_{i,t}$$

Où $TAE_{i,t}$ représente le Taux d'Activité Entrepreneuriale d'un pays au moment t ; β_i les paramètres à estimer ; $X_{i,t}$ le vecteur des variables indépendantes correspondant aux conditions cadre; $Y_{i,t}$ le vecteur des variables de contrôle ; $Z_{i,t}$ le vecteur des variables instrumentales et $\xi_{i,t}$ le terme d'erreur.

4. Analyse et Interprétation des Résultats Empiriques

Dans cette section, nous proposons d'analyser les déterminants du TAE pour un échantillon de pays de la région MENA à partir d'un ensemble de facteurs définis comme conditions cadre d'entreprendre par le projet GEM. Premièrement, nous présentons une analyse descriptive. Ensuite, nous analyserons les résultats de la régression des données de panel dynamique obtenus grâce à l'application de la méthode GMM.

4.1 Analyse Descriptive

Le tableau ci-dessous présente les statistiques descriptives de la valeur moyenne, l'écart-type, la matrice des corrélations ainsi que le test de multicolinéarité VIF¹.

En particulier, la matrice des corrélations permet une analyse deux à deux de la relation linéaire entre les différentes variables explicatives. Il est d'usage de considérer que l'obtention de coefficients de corrélations supérieurs à **0,7** est révélatrice d'un problème de multicolinéarité.

¹ VIF (Variance Inflation Factors) est un test de détection de multicolinéarité qui consiste à régresser chacune des variables explicatives sur les autres.

Les résultats obtenus permettent de constater que les corrélations linéaires les plus élevées se situent au niveau des variables programmes gouvernementaux, soutien du gouvernement, formation basique, R&D /Transfert de technologies et Ouverture marchés intérieurs avec les autres variables.

Tableau 1 : Statistique Descriptive et Bivariée

| Variables | Moy | SD | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 |
|--|--------|-------|---------|---------------|---------------|---------------|---------|---------------|---------------|---------------|---------|--------|--------|--------|---------|-------|--------|-------|
| 1 TEA | 11,468 | 5,569 | 1,000 | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 Financement | 2,688 | 0,568 | -0,106 | 1,000 | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 Programmes gouvernementaux | 2,6890 | 0,607 | -0,378* | 0,369* | 1,000 | | | | | | | | | | | | | |
| 4 Impôts et Bureaucratie | 2,453 | 0,547 | -0,136 | 0,500* | 0,700* | 1,000 | | | | | | | | | | | | |
| 5 Soutien du gouvernement | 2,455 | 0,544 | -0,005 | 0,432* | 0,744* | 0,797* | 1,000 | | | | | | | | | | | |
| 6 Formation Basique | 1,887 | 0,614 | 0,104 | 0,548* | 0,381* | 0,638* | 0,497* | 1,000 | | | | | | | | | | |
| 7 Formation Postsecondaire | 2,617 | 0,630 | -0,040 | 0,544* | 0,501* | 0,573* | 0,372* | 0,846* | 1,000 | | | | | | | | | |
| 8 R&D /Transfert Technologies | 2,261 | 0,522 | -0,115 | 0,763* | 0,482* | 0,643* | 0,641* | 0,756* | 0,641* | 1,000 | | | | | | | | |
| 9 Infrastructure Commerciale | 2,922 | 0,471 | 0,110 | 0,397* | 0,179 | 0,499* | 0,608* | 0,323* | 0,195 | 0,486* | 1,000 | | | | | | | |
| 10 Dynamisme marché intérieur | 3,270 | 0,585 | -0,605* | 0,289* | 0,294* | -0,168 | -0,142 | 0,023 | 0,242 | 0,158 | -0,117 | 1,000 | | | | | | |
| 11 Ouverture marchés intérieurs | 2,384 | 0,567 | -0,442* | 0,732* | 0,434* | 0,488* | 0,422* | 0,485* | 0,400* | 0,770* | 0,285* | 0,409* | 1,000 | | | | | |
| 12 Infrastructure Physique | 3,624 | 0,526 | -0,672* | 0,008 | 0,291* | -0,027 | -0,028 | -0,285* | -0,209 | -0,043 | -0,105 | 0,498* | 0,342* | 1,000 | | | | |
| 13 Culture et Normes Sociales | 2,835 | 0,538 | 0,051 | 0,654* | 0,387* | 0,660* | 0,561* | 0,828* | 0,716* | 0,801* | 0,447* | 0,025 | 0,655* | -0,186 | 1,000 | | | |
| 14 Croissance du PIB | 1,038 | 3,881 | -0,091 | 0,009 | 0,020 | -0,049 | 0,038 | -0,128 | -0,175 | 0,072 | -0,054 | -0,026 | -0,009 | 0,096 | -0,095 | 1,000 | | |
| 15 Chômage | 0,082 | 0,048 | -0,262* | -0,077 | -0,152 | -0,481* | -0,327* | -0,513* | -0,359* | -0,120 | -0,160 | 0,366* | -0,049 | 0,132 | -0,378* | 0,190 | 1,000 | |
| 16 Population | 16,885 | 1,216 | -0,396* | -0,281* | -0,203 | -0,497* | -0,456* | -0,485* | -0,416* | -0,174 | -0,467* | 0,317* | 0,142 | 0,368* | -0,360* | 0,235 | 0,628* | 1,000 |

Cette suspicion de colinéarité est confirmée par le test VIF. Le tableau ci-dessous calcule la statistique VIF et son inverse (1/VIF). Cette dernière statistique doit être supérieure à 0,1 pour que nous puissions conclure à l'absence des problèmes de multicollinéarité. Nous remarquons donc que 5 variables ont un 1/VIF inférieur à 0,1.

Tableau 2 : Test de Multicolinéarité (12 conditions cadre)

| Variabes | VIF | 1/VIF |
|----------------------------------|--------------|-----------------|
| Programmes gouvernementaux | 17,12 | 0,058402 |
| Soutien du gouvernement | 16,56 | 0,060377 |
| R&D /Transfert de technologies | 13,18 | 0,075862 |
| Ouverture des marchés intérieurs | 12,63 | 0,079182 |
| Formation Basique | 10,88 | 0,091938 |
| Formation Postsecondaire | 8,97 | 0,111447 |
| Impôts et Bureaucratie | 8,42 | 0,118733 |
| Population | 8,09 | 0,123642 |
| Culture et Normes Sociales | 6,98 | 0,143359 |
| Financement | 6,35 | 0,157419 |
| Dynamisme du marché intérieur | 5,38 | 0,185929 |
| Infrastructure Commerciale | 4,41 | 0,226759 |
| Chômage | 4,06 | 0,246283 |
| Infrastructure Physique | 3,49 | 0,286256 |
| Croissance du PIB | 1,33 | 0,753880 |
| Mean VIF | 8,52 | |

Sur la base des résultats présentés au tableau 3, nous avons décidé de conserver uniquement 7 variables indépendantes relatives aux conditions cadres suivantes pour l'estimation du modèle sans risque d'un problème de multicollinéarité:

1. Financement pour les entrepreneurs
2. Impôts et Bureaucratie
3. Formation postsecondaire à l'entrepreneuriat
4. Dynamisme du marché intérieur
5. Qualité des infrastructures commerciales
6. Qualité des infrastructures physiques
7. Culture et normes sociales en rapport avec l'entrepreneuriat

Tableau 3 : Test de Multicolinéarité (7 conditions cadre)

| Variable | VIF | 1/VIF |
|-------------------------------|------------|--------------|
| Culture et Normes Sociales | 4,59 | 0,217687 |
| Formation postscolaire | 3,72 | 0,268955 |
| Population | 3,38 | 0,295668 |
| Dynamisme du marché intérieur | 2,65 | 0,377052 |
| Chômage | 2,46 | 0,407271 |
| Financement | 2,43 | 0,412162 |
| Infrastructure Commerciale | 2,36 | 0,423757 |
| Soutien du gouvernement | 2,22 | 0,450544 |
| Infrastructure Physique | 2,08 | 0,481750 |
| Croissance du PIB | 1,15 | 0,872253 |
| Mean VIF | | 2,70 |

4.2 Les Résultats de l'Estimation

Le tableau 4 présente les résultats des tests de suridentification des instruments de Sargan/Hansen et d'autocorrélation de premier ordre AR (1) et de second ordre AR (2) d'Arellano et Bond. Le test de suridentification affiche une valeur de (67,85) avec une p-value de (0,255) supérieure au seuil de 1% ce qui ne conduit pas à rejeter l'hypothèse nulle de bonne spécification du modèle. On peut donc conclure que les instruments utilisés pour cette régression sont valides. Les tests d'absence d'autocorrélation de premier et de second ordre des perturbations affichent respectivement les valeurs (-3,8 ; 0,37) avec des p-values respectives de (0,000 ; 0,71). Ceci signifie qu'on rejette l'hypothèse d'absence d'autocorrélation de premier ordre des erreurs, mais qu'on ne peut pas rejeter l'hypothèse d'absence de celle de second ordre. On peut donc conclure que le modèle empirique a été correctement spécifié car il n'y a pas de corrélation sérielle dans les résidus transformés. Ainsi, les résultats de la régression sont robustes et valident l'utilisation de la spécification dynamique.

Tableau 4 : Régression Dynamique des Déterminants du TAE

| | Model 1: Control Effect | | | Model 2: Main Effects | | |
|--------------------------------------|-------------------------|--------|-------|-----------------------|--------------|--------------|
| | Coef. | t | P>t | Coef. | t | P>t |
| TEA_{t-1} | 0,596 | 1,270 | 0,209 | 0,38772 | 3,31 | 0,001 |
| Croissance du PIB | -0,991 | -0,900 | 0,372 | -0,0604 | -0,67 | 0,504 |
| Chômage | 253,521 | 1,190 | 0,238 | -6,5314 | -0,51 | 0,613 |
| Population | -5,934 | -1,060 | 0,292 | -0,7425 | -1,37 | 0,174 |
| Financement | | | | -0,932 | -0,95 | 0,345 |
| Impôts et Bureaucratie | | | | -5,2664 | -3,58 | 0,001 |
| Formation postscolaire | | | | -0,2856 | -0,22 | 0,825 |
| Dynamisme du marché intérieur | | | | -2,2217 | -2,1 | 0,039 |
| Infrastructure Commerciale | | | | 0,38184 | 0,36 | 0,719 |
| Infrastructure Physique | | | | -1,6965 | -1,43 | 0,157 |
| Culture et Normes Sociales | | | | 3,63016 | 2,41 | 0,019 |
| Année 2008 | | | | | | |
| Année 2009 | -0,936 | -0,240 | 0,814 | 1,42764 | 1,11 | 0,272 |
| Année 2010 | 1,476 | 0,500 | 0,618 | 0,15064 | 0,12 | 0,901 |
| Année 2012 | -2,945 | -0,920 | 0,361 | -0,4923 | -0,4 | 0,694 |
| Année 2013 | -0,321 | -0,130 | 0,898 | -0,6653 | -0,52 | 0,605 |
| Année 2014 | 0,194 | 0,080 | 0,934 | -0,5043 | -0,38 | 0,704 |
| Année 2015 | -0,769 | -0,330 | 0,743 | -1,1379 | -0,83 | 0,409 |
| Année 2016 | -0,696 | -0,320 | 0,746 | -1,7434 | -1,24 | 0,219 |
| Année 2017 | -1,257 | -0,460 | 0,649 | -0,8957 | -0,6 | 0,547 |
| Année 2018 | | | | | | |
| Constante | 85,645 | 1,050 | 0,297 | 38,8991 | 2,96 | 0,004 |
| N | 90 | | | 90 | | |
| Pays | 10 | | | 10 | | |
| Wald χ^2 | 3,05 | | 0,001 | 10,68 | | 0,000 |
| Hansen/Sargan | 0,9 | | 0,97 | 67,85 | | 0,255 |

| | | | | |
|--------------|-------|-------|------|-------|
| AR(1) | -1,36 | 0,173 | -3,8 | 0,000 |
| AR(2) | -0,59 | 0,557 | 0,37 | 0,71 |

Quant au coefficient du TAE retardé, l'estimation du modèle donne la valeur du coefficient du TAE initial β_1 . Mais il faut calculer la valeur du coefficient de cette variable qui est $\beta_1 - 1$ dans le modèle en différence première. Il faut également calculer le t de student du coefficient $\beta_1 - 1$ qui est égal à $\frac{\beta_1 - 1}{\text{écart-type de } \beta_1}$.

Tableau 5: Calcul du coefficient du TAE retardé

| | Coef. | Ecart Type | t | P>t | [95% Interval | Conf] |
|------------|--------|---------------|------|-------|---------------|--------|
| TAE | 0,3877 | 0,1172 | 3,31 | 0,001 | 0.1539 | 0,6214 |

Le résultat du tableau 5 montre que le coefficient est significatif à 1%. Ceci suggère que le TAE d'une année dépend de l'activité entrepreneuriale de l'année précédente. Cette évolution est dû à une frénésie de créations de start-up expliquée par un effet de contagion soutenu par une perception positive de la stabilité de l'environnement et une conscience accrue des opportunités. Ce contexte permet de transformer le chômeur de demandeur d'emploi à un offreur de services. De plus, cet impact positif peut être expliqué par une confiance au succès réalisé par les créateurs d'entreprises, un changement profond dans les mentalités des citoyens de la région MENA, et l'existence de réelles prédispositions à la création des activités entrepreneuriales soutenues par un cadre favorable à l'entrepreneuriat.

Quelles sont alors ces conditions cadres qui expliquent le développement du TAE ?

5. Discussion des résultats

Le tableau 4 nous synthétise les résultats. Tout d'abord, nous pouvons rejeter l'hypothèse **H2b**, puisqu'aucun lien significatif n'a été détecté entre l'éducation de l'entrepreneuriat au niveau postsecondaire et le TAE. Ce résultat paraît paradoxal par rapport à ce que Tounès (2003) préconise en insistant sur le fait que l'enseignement de l'entrepreneuriat favorise les capacités d'entreprendre. Il est également contradictoire avec les résultats de Honig, (2004), qui a prouvé que l'éducation augmente le nombre d'entrepreneurs.

Ce résultat non significatif peut être expliqué par la diversité des systèmes d'éducation de l'entrepreneuriat ainsi qu'à l'hétérogénéité des méthodes pédagogiques adoptées dans les différents pays de la région MENA.

D'autres liens non significatifs ont été enregistrés indiquant l'absence d'effet de financement et des infrastructures physiques et commerciales sur le TAE, conduisent à rejeter les hypothèses **H1**, **H6** et **H7**. Les disparités entre les pays de la région MENA peuvent être une explication. Par ailleurs, on note que la pression fiscale et la lourdeur bureaucratique affectent négativement le TAE. Les entrepreneurs ne sont plus encouragés lorsque la politique fiscale du gouvernement est sévère. D'ailleurs, un accroissement d'un point au niveau fiscal engendre une baisse importante qui s'élève à 5,266 au niveau du TAE. Ce résultat est cohérent avec les conclusions Fayollede Acs et al., (2008) et Levie et Autio, (2008). L'hypothèse **H8b** est acceptée. Les gouvernements de la région MENA, doivent donc réviser leurs politiques fiscales et adopter des mesures réglementaires et des taxes plus objectives stimulant la création des entreprises.

Quant au dynamisme du marché intérieur, les résultats obtenus montrent une relation significative mais de sens contraire avec le TAE. En effet, bien que le dynamisme du marché

intérieur est une importante source d'opportunités pour les entrepreneurs puisqu'il offre des ressources en combinaison plus productives (Casson, 1995), le résultat que nous avons recensé dans notre étude, est contraire à ce qui a été avancé. Théoriquement, dans les pays où les marchés sont dynamiques, il est possible de recenser des taux d'activités assez élevés. Alors que dans le cadre de cette recherche un marché dynamique diminue les activités entrepreneuriales. Le dynamisme du marché intérieur paraît dévastateur pour la création des nouvelles entreprises, ce qui nous a amené à rejeter l'hypothèse **H5b**. Ce résultat peut être expliqué par une mauvaise réglementation fiscale ou une complexité du système des taxes et une lourdeur bureaucratique appliqués par les gouvernements des pays, des barrières à l'entrée des marchés assez sévères empêchant des nouveaux entrepreneurs de s'installer, une augmentation des offres d'emploi due à la croissance économique, des instabilités politiques de certains pays de la région MENA origine des conjonctures économiques instables décourageant les entrepreneurs potentiels, ainsi qu'un rythme de dynamisme du marché différent d'un pays à un autre au sein de la région MENA.

Enfin, outre l'impact positif du TAE de l'année précédente, il semble que la culture et les normes sociales conditionnent positivement la création de nouvelles entreprises. En effet, le signe positif obtenu va de pair avec l'hypothèse qui stipule que la culture et les normes sociales affectent positivement le taux d'activité entrepreneuriale. L'hypothèse **H9** est donc validée. En effet, les résultats montrent qu'un accroissement des normes et valeurs sociales d'un point engendre une augmentation du TAE de 3,630. Ce résultat est conforme à celui trouvé par Pacitto et al (2015) et Hechavarría et Ingram (2018). Cette relation positive peut être expliquée par un entourage riche en modèles d'entrepreneurs et une capacité de perception des opportunités.

En particulier, Pacitto et al (2015) ont amplement développé dans leur recherche l'effet de la religion et des civilisations sur l'orientation entrepreneuriale. Or, l'échantillon des pays objet de notre étude a pour religion l'Islam dont le travail constitue une valeur principale. Il nous semble donc que l'effet positif de la culture et des normes sociales sur le TAE, peut-être expliqué par la religiosité des citoyens des pays MENA qui les poussent à déployer le maximum d'efforts pour éviter le chômage.

Mais, comme la culture est une variable qui a plusieurs facettes et étudiée par les chercheurs sous plusieurs angles, il est intéressant de se pencher plus en profondeur dans les futures recherches sur les aspects de la culture qui auront effectivement un impact sur le taux d'activité entrepreneuriale.

Conclusion

L'entrepreneuriat représente l'épine dorsale de toute économie en matière de création de richesse, d'innovation et d'amélioration de la qualité de vie. De ce fait, l'appui à la création et au développement des entreprises reste une priorité du premier ordre. Ainsi, les politiques destinées à promouvoir l'initiative entrepreneuriale sont cruciales. Elles peuvent inclure des améliorations du climat entrepreneurial et des services aux entreprises, ainsi qu'une diffusion plus large des informations ou le renforcement des capacités entrepreneuriales par l'apprentissage depuis l'enseignement de base.

De ce fait, des conditions cadres d'entreprendre bien appropriées et bien élaborées peuvent être apportées pour relever les défis spécifiques auxquels sont confrontés les pays notamment de la zone MENA au moment de créer et de développer une entreprise, ainsi que pour garantir des bénéfices sociaux et économiques considérables pour toute la région.

C'est dans ce contexte que cette recherche a été menée ayant comme objectif de s'interroger sur l'effet des conditions cadres d'entreprendre sur TAE. Au regard des résultats enregistrés, nous avons pu identifier les conditions qui entravent ou qui favorisent l'activité entrepreneuriale. En particulier, nous avons constaté que la culture et les normes sociales encouragent les citoyens de la région MENA à créer leurs propres entreprises. Toutefois, les politiques fiscales de cette région constituent un grand obstacle au développement des activités entrepreneuriales. Un seul résultat, concernant la réduction du TAE, lorsque le marché est dynamique a contrarié la logique. Il est dès lors question de se concentrer dans les prochaines recherches sur les spécificités de chaque pays de la région MENA et de mener des études comparatives permettant de mieux comprendre les conditions qui en faveur du développement de l'activité entrepreneuriale.

Bibliographie

- Acs, Z. J., Desai, S., et Hessels, J. 2008. « Entrepreneurship, economic development and institutions. » *Small Business Economics*, 31(3): 219–234.
- Arellano, M. et Bond S. 1991: «Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations », *Review of Economic Studies* (58):277-297.
- Arellano, M. et Bover O. 1995: «Another Look at the Instrumental-Variable Estimation of Error-Components Models », *Journal of Econometrics*, 68: 29-52.
- Audretsch, D., Belitski, M., et Desai, S. 2015. «Entrepreneurship and economic development in cities. », *The Annals of Regional Science*, 55(1): 33-60
- Audretsch, D. B., et Lehmann, E. 2005. « Does the knowledge spillover theory of entrepreneurship hold for regions? » *Research Policy*, 34(8):1191-1202.
- Blundell, R. et Bond, S. 1998. «Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models», *Journal of Econometrics*, 87:115-143.
- Bourbonnais, R. 2011. «Econométrie», 8th edn, Dunod, Paris.
- Casson, M. 1995 . «Entrepreneurship and business culture». Brookfield: Edward Elgar.
- Clarysse, B., Bruneel, J.2007. « Nurturing and growing innovative startups: The role of policy as integrator », *R&D Strategic Management*, 37(2): 139-149.
- Cohen, B. 2006. « Sustainable valley entrepreneurial ecosystems», *Business Strategy and the Environment*, 15(1): 1-14.
- Conti, A. 2018. « Entrepreneurial finance and the effects of restrictions on government R&D subsidies.» *Organization Science*, 29(1): 134-153..
- Gasse, Y. 2003. « L'influence du milieu dans la création d'entreprises », *Revue Organisations & Territoires*, 12(2) :49-56.
- Hansen, L. P. 1982. « Large Sample Properties of Generalized Method Moments Estimators» *Econometrica*, 50 :1029–1054.
- Hechavarria, D. M., et Ingram, A. E. 2018. «Entrepreneurial ecosystem conditions and gendered national-level entrepreneurial activity: A fourteen-year panel study of GEM», *Small Business Economics*: 1–28
- Honig, B .2004. «Entrepreneurship education: Toward a model of contingency-based business planning. », *Academy of Management Learning & Education*, 3(3): 258–273.
- Isenberg, D. 2011. «The Entrepreneurship Ecosystem Strategy as a New Paradigm for Economic Policy: Principles for Cultivating Entrepreneurship», invited presentation at the Institute of International and European Affairs, Dublin, Ireland, May 12
- Pare, J.L., Demerens, F. 2011. « Quels enseignements de la finance entrepreneuriale : Une proposition pragmatique », *Revue Internationale PME*, 24, (3-4) : 231-254.
- Khelifa, I., Belkacem, L., et Mansouri, F. 2013. «The decision to start a new firm: An

- econometric analysis of regional entrepreneurship in Tunisia. » *IBIMA Business Review*, 2013:1-12.
- Klepper, S., et Sleeper, S. 2005. «Entry by spinoffs. », *Management Science*, 51(8): 1291–1306.
- Lee, S.-H., Yamakawa, Y., Peng, M. W., et Barney, J. B. 2011. «How do bankruptcy laws affect entrepreneurship development around the world? » *Journal of Business Venturing*, 26(5): 505–520.
- Levie, J., et Autio, E. 2008. «A theoretical grounding and test of the GEM model. », *Small Business Economics*, 31(3): 235–263.
- Mansouri, F., et Belkacem, L. 2010. «Global Entrepreneurship Monitor Tunisia», Rapport National. Tunis: GIZ.
- Markman, G. D., Gianiodis, P. T., Phan, P. H., et Balkin, D. B. 2004. «Entrepreneurship from the ivory tower: do incentive systems matter? », *The Journal of Technology Transfer*, 29(3– 4):353–364.
- McMullen, J. S., Bagby, D., et Palich, L. E. 2008. «Economic freedom and the motivation to engage in entrepreneurial action. », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 32(5): 875–895.
- Mullins, J. W., et Forlani, D. 2005. «Missing the boat or sinking the boat:a study of new venture decision making», *Journal of Business Venturing*, 20(1): 47–69.
- OCDE 2011, « Indicateurs de l'entrepreneuriat et registres d'entreprises : importance de la comparabilité internationale », dans *Entrepreneurship at a Glance 2011*, Éditions OCDE, Paris.
- Ongodo Fouda, M., MOUNGOU Mbenda, S. P., et Etoundi, J.H.2016. « L'effet de l'écosystème entrepreneurial sur le développement des activités entrepreneuriales au Cameroun », 13^{ème} Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME CIFEPME 2016.
- Oliveira, B. et A. Fortunato (2006), «Firm growth and liquidity constraints: a dynamic analysis», *Small Business Economics*, vol. 27, no 2, p. 139-156.
- Pacitto, J.C, Arlotto, J. Fabiani, T. Jourdan, P.2015. « Cultures nationales et actions entrepreneuriales : une nouvelle perspective pour la recherche en entrepreneuriat », 12 congrès francophone en Entrepreneuriat.
- Ratsimbazafy, C. 2017. « Les enjeux et défis de l'entrepreneuriat à Madagascar en 2017 », Rapport National Global Entrepreneurship Monitor.
- Roy, T. et Marcus, D.2012. «L'impact de la culture sur l'esprit d'entreprendre », *Revue Reflet et perspectives économiques*, LI(2) :75-81.
- Sargan, J.1958. «The Estimation of Economic Relationships Using Instrumental Variables», *Econometrica*, 26, (3):393-415.
- Spigel, B. 2017. «The relational organization of entrepreneurial ecosystems. », *Entrepreneurship Theory and Practice*, 41(1): 49–72.
- Stam, E., et Spigel, B. 2017. «Entrepreneurial ecosystems. », dans R. Blackburn, D. De Clercq, J. Heinonen, & Z. Wang (Eds.), *Handbook for entrepreneurship and small business*: 1–15.
- Tounès, A. 2003. « L'intention entrepreneuriale : une recherche comparative entre des étudiants suivant des formations en entrepreneuriat (bac+5) et des étudiants en DESS CAAE. », Thèse pour le doctorat ès Sciences de Gestion, Université de Rouen.
- Van de Ven, H. 1993. «The development of an infrastructure for entrepreneurship. », *Journal of Business Venturing*, 8(3): 211– 230.
- Zaouali, N., Khefacha, I., et Belkacem, L. 2015. «The Impact of Opportunity and Necessity Based Start-Up on the Choice of an Economic Sector in Tunisia», *Procedia Economics and Finance*.